



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

## Premier Cours régional de cadres pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) pour la région de l'Afrique de l'Ouest

Accra, Ghana, 4–7 juillet 2022

### Communiqué de presse final



En réponse aux demandes exprimées par les autorités de plusieurs Etats de l'Afrique de l'Ouest, le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT/ACSRT) de l'Union africaine et la Division Paix et droits de l'homme du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse (DPDH/DFAE) ont, dans le cadre de leur programme conjoint pour la prévention de l'extrémisme violent (2020-2023), organisé à l'hôtel Labadi Beach, à Accra, au Ghana, le premier Cours régional de cadres pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) en Afrique de l'Ouest. Ce cours a été organisé avec l'appui du Centre de recherche sur la sécurité humaine du Ghana (HSRC-Ghana).

With the Support of the Human Security Research Centre, Ghana



L'objectif principal de ce cours fut de promouvoir l'approche préventive pour répondre à la croissance de l'extrémisme violent (EV) dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Alors que les mesures d'application de la loi, y compris sécuritaires, ne s'attaquent qu'aux symptômes et conséquences de la violence et aux auteurs de cette violence, les mesures préventives, elles, abordent ses causes profondes ; elle vise à comprendre ce qui motive les gens à rejoindre les groupes extrémistes violents et ce qui pourrait les amener à s'en désengager, et travaille à s'attaquer aux causes multiples et complexes de la violence. Le cours visait en conséquence à stimuler la réflexion sur l'approche préventive de l'EV, à renforcer les connaissances théoriques et pratiques des participants, et à encourager ces derniers à considérer ce qui pourrait être utile dans leur contexte national et régional spécifique pour la promotion de la PEV.

A travers la présentation de divers outils spécifiques et le partage d'expériences réussies, de défis et de bonnes pratiques concrets, le programme du cours est conçu pour guider les participants à travers une série de modules leur permettant de mieux comprendre quels sont les moteurs de l'extrémisme violent (facteurs économiques, politiques, sociaux et culturels) et les motivations à rejoindre des groupes extrémistes violents, de reconnaître les caractéristiques de l'approche préventive et comment passer d'une approche purement sécuritaire à une approche centrée sur la sécurité humaine, et d'utiliser le dialogue comme outil central de la prévention de la violence. Cela permet également de comprendre le rôle que les différentes parties prenantes (acteurs politiques, forces de défense et de sécurité, acteurs de la justice, groupes d'autodéfense, femmes, jeunes, médias, leaders communautaires, chercheurs, secteur privé) peuvent jouer, tant séparément qu'ensemble, grâce à cette approche, pour promouvoir une société dont les membres vivraient ensemble en paix.

Au cours de la séance d'ouverture, **M. Idriss Mounir LALLALI**, Directeur par intérim du CAERT a, dans son allocution, prononcé au nom de la Commission de l'Union africaine (CUA), commencé par remercier le Gouvernement de la République du Ghana d'avoir accepté d'accueillir le premier cours et de l'appui que le pays a apporté à son organisation réussie. M. Lallali a ensuite décrit l'extrémisme violent comme un phénomène multiforme et extrêmement diversifié. Ce qui lui a permis d'indiquer que le CAERT, en tant qu'agence technique de lutte contre le terrorisme de l'Union africaine, estime que les solutions durables à l'évolution de la situation de l'extrémisme violent résident dans le renforcement de la résilience des communautés et des approches de sécurité humaine, qui incluent le recours au dialogue comme instrument essentiel de règlement des conflits.

Le Directeur exécutif adjoint du Centre de recherche sur la sécurité humaine du Ghana (HSRCGh), **M. Rodger ALLOTEY**, s'exprimant au nom du Directeur exécutif du Centre a, quant à lui, fait observer que l'intérêt local et international pour la prévention de l'extrémisme violent grandissait, de même que l'intérêt pour le partage d'informations, la formation, les échanges transfrontaliers et le partage de ressources et d'expertise, ainsi que l'implication des autorités communautaires locales et des

organisations de la société civile (OSC). Il a souligné la nécessité d'une approche sociétale pour faire face à la menace et a affirmé sa certitude que les participants au cours retourneraient à leurs tâches professionnelles mieux équipés avec la capacité de plaider et de générer des réponses spécifiques au contexte et basées sur la sécurité humaine, face aux déficits structurels de la société qui affectent négativement les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés.

S'exprimant au nom de la Suisse, **l'Ambassadeur Philipp STALDER** a commencé par rappeler que ce cours représente une étape dans le long voyage, qui avait commencé en 2016, avec un programme suisse de prévention de la violence, basé sur une vision, partagée avec le Secrétaire général de l'ONU, selon laquelle la prévention est la priorité des priorités. Il a ensuite rappelé que la Suisse demeure convaincue que la clé de la prévention de la violence réside dans le dialogue, dans la capacité à aborder collectivement les problèmes auxquels l'on est confronté au sein d'une société, ainsi que dans la capacité de rechercher ensemble des solutions où chacun trouve sa place tout en respectant celle de l'autre. Comme en toutes choses, a-t-il ajouté, la façon dont les choses sont faites est aussi importante, sinon plus, que les moyens qui sont utilisés, et que le résultat en dépend. Le dialogue est transformateur et la paix est le résultat souhaité, a-t-il conclu.

**Le Dr. Mohammed Ibn CHAMBAS**, ancien Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a, quant à lui, déclaré que des approches novatrices étaient nécessaires pour étouffer le terrorisme et la violence dans l'œuf dans la sous-région. Il a noté que l'action militaire en soi n'était pas un gage suffisant de la sécurité nationale. Par conséquent, il a suggéré que la réponse à l'extrémisme violent soit menée avec un mélange d'approches militaires et de mesures préventives pan-sociétales, qui prennent en compte les vulnérabilités des personnes en assurant leur résilience.

**L'honorable Albert KAN-DAPAAH**, Ministre de la Sécurité nationale de la République du Ghana a, au nom du gouvernement et du peuple ghanéens, officiellement inauguré le cours. Il a souhaité la bienvenue aux participants au Ghana et à Accra et a exprimé la gratitude du gouvernement ghanéen à l'UA, à travers le CAERT, et à la Suisse à travers la DPDH/DFAE, pour la décision d'organiser ce premier cours dans le pays. Selon Mr KAN-DAPAAH, les principales menaces à la sécurité posées par le terrorisme et l'extrémisme violent sont plus répandues qu'on ne le pensait auparavant, celles-ci transcendant les frontières. Il a donc indiqué que le cours créerait l'occasion nécessaire pour les participants de réfléchir aux mesures et stratégies déployées jusqu'à présent pour s'attaquer aux problèmes du terrorisme et de l'extrémisme violent. Il a en outre encouragé les participants au cours à partager leurs expériences uniques ainsi que les bonnes pratiques et mesures qui pourraient être adoptées dans toute la région pour réduire les capacités des extrémistes violents.

Le cours a rassemblé, pendant quatre (4) jours, plus de soixante (60) participants, dont plus de vingt (20) femmes, des quinze (15) États d'Afrique de l'Ouest. Parmi eux

figuraient des décideurs ou conseillers au niveau de directions dans les domaines de la défense, de la sécurité, des services de renseignement, de la justice, des affaires sociales, des membres de Parlements, des élus locaux, des représentants de la société civile, de centres de recherche (publics et privés) et d'institutions publiques et privées, impliquées dans la mise en oeuvre de réponses à l'extrémisme violent. En outre, des experts PEV de la région sont venus se joindre à ceux du CAERT, du HSRCGh et du DFAE suisse, pour animer les différents modules du cours.

Les participants ont ainsi acquis une connaissance plus approfondie des questions de l'EV et du terrorisme, d'autres types de violence connexes, ainsi que des facteurs et causes qui contribuent à leur apparition et à leur propagation ou déclin. Ils se sont également exercés au dialogue, au travail avec différentes parties prenantes, et à l'approche basée sur la sécurité humaine en tant qu'outils essentiels de prévention de l'extrémisme violent.

Un rapport de synthèse détaillé reprenant les principales conclusions et recommandations du cours sera communiqué au public au cours des prochaines semaines.